

---

## L'Allemagne à la recherche de la majorité perdue

Hans Stark

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/211>

DOI : 10.4000/rea.211

ISBN : 978-2-8218-0842-3

ISSN : 1965-0787

### Éditeur

CIRAC

### Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2005

Pagination : 19-26

ISSN : 1156-8992

### Référence électronique

Hans Stark, « L'Allemagne à la recherche de la majorité perdue », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 73 | octobre 2005, mis en ligne le 03 juillet 2008, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rea/211> ; DOI : 10.4000/rea.211

---

# L'Allemagne à la recherche de la majorité perdue

**Hans Stark**

*L'Allemagne serait-elle devenue ingouvernable ? La République de Berlin renouerait-elle avec les traditions de la République de Weimar ? À lire la presse internationale de l'après-18 septembre, on serait tenté de répondre affirmativement à ces questions. Or, la réalité est évidemment plus nuancée et moins dramatique. Sans vouloir nier le fait que le résultat des élections allemandes rendra la réalisation des réformes beaucoup plus difficile, force est de souligner que les positions des quatre partis démocratiques allemands sont malgré tout suffisamment proches les uns des autres pour permettre à la future coalition gouvernementale de faire son travail. Le consensus et la synthèse ne font-ils pas aussi partie intégrante du système politique allemand ?*

Lorsqu'il annonce son intention de dissoudre le Bundestag le 21 juillet dernier, le Président de la République fédérale, Horst Köhler, déclare : « *compte tenu de la situation actuelle, notre pays a besoin d'un gouvernement bénéficiant d'un environnement stable afin de pouvoir poursuivre ses objectifs. Ce gouvernement devra pouvoir s'appuyer sur une majorité parlementaire lui assurant une marge de manœuvre durable et suffisante* ». À ce moment, rappelons-le, la coalition rouge-verte sortante dispose d'une majorité de trois sièges, une majorité certes suffisante, mais jugée trop fragile par le chancelier Schröder pour gouverner le pays. D'où sa demande de confiance, rejetée par sa propre majorité contrainte et forcée, demande qui a précédé la dissolution du Bundestag le 21 juillet dernier et l'organisation d'élection anticipées.

**Dissolution du Bundestag pour une plus grande majorité...**

Organisées le 18 septembre 2005, ces élections sont toutefois loin d'avoir eu l'effet escompté. Non seulement le prochain gouvernement devra faire face à un environnement hautement instable, mais surtout, aucune des deux grandes familles politiques ne dispose d'une majorité politique, fait sans précédent dans l'histoire de la République fédérale. Pour disposer de la majorité absolue des sièges au Bundestag (qui compte actuellement 614 députés), l'un ou l'autre camp aurait dû disposer d'au moins 308 sièges. Or, l'opposition « noire-jaune » n'a obtenu que 287 sièges (dont 226 pour la CDU-CSU et 61 pour les libéraux du FDP), tandis que la coalition sortante ne compte que 273 sièges (dont 222 pour le SPD et 51 pour les Verts). Les deux camps sont ainsi les victimes du succès électoral de l'extrême gauche, qui obtient 54 sièges dans le nouveau Bundestag, ainsi que d'un système électoral fondé sur le vote à la proportionnelle et qui ne permet pas de faire émerger des majorités stables, dès lors que le nombre de partis présent au Parlement devient trop important.

**... mais succès électoral de l'extrême gauche**

## La double défaite de Merkel et Schröder

*A priori*, ces résultats auraient dû sonner le glas des ambitions politiques d'Angela Merkel et de Gerhard Schröder. Ce dernier a perdu la partie. La coalition sortante n'a plus de majorité au Bundestag, ce qui ne signifie rien de moins que la fin du « projet » rouge-vert – une fin qui s'annonçait dès 2002 et qui s'est produite à la fois à l'échelle fédérale et, auparavant, à l'échelle des Länder. En effet, plus aucun des 16 Länder allemands n'est gouverné par une coalition

SPD/Verts. Le premier à en tirer les conséquences fut Joschka Fischer, qui s'est retiré des instances dirigeantes de son parti deux jours seulement après les élections.

**'Victoire' de G. Schröder  
par rapport... aux sondages**

Angela Merkel et Gerhard Schröder n'ont pas eu le même réflexe. Alors que les résultats constituent une sévère défaite pour l'un comme pour l'autre, le chancelier et son challenger se sont tous deux déclarés vainqueurs du scrutin et ont réclamé la primauté de diriger le futur gouvernement dans le cadre d'une coalition qui resterait à définir. Au premier abord, cette réaction peut se comprendre. Avec une avance de quatre sièges et de 400 000 voix, la CDU-CSU est la première formation politique représentée au Bundestag, même si elle ne dispose que d'une majorité relative. Mais en tant que 'parti majoritaire' (ne fût-ce qu'avec 35,2 % des voix), il lui appartient de lancer les négociations en vue de la formation d'un gouvernement de coalition et d'occuper le poste de chancelier. Mais le SPD est loin d'avoir accepté sa défaite. Certes, l'écart des voix entre la CDU-CSU et le SPD existe, personne ne peut le nier. Toutefois, en pourcentage, le SPD a obtenu 34,2 % des voix – tout juste 1 % de moins que la CDU-CSU. Schröder a donc presque fait jeu égal avec Merkel. De plus, dans tous les sondages établissant une opposition directe entre le chancelier et son challenger, les personnes interrogées se sont majoritairement prononcées en faveur du premier, ce qui a fait dire aux ténors du SPD qu'en réalité, les Allemands voulaient garder Gerhard Schröder à la chancellerie. Mais cet argument est sans doute assez osé, même s'il émane du dirigeant d'une « démocratie médiatique » comme celle de la République fédérale.

**Un vote protestataire en hausse...**

L'audace des sociaux-démocrates s'explique par plusieurs facteurs. Tout d'abord, même s'ils ont été battus par les chrétiens-démocrates, leur score a été une divine surprise, y compris pour eux-mêmes. Après avoir essuyé toute une série de défaites sévères lors des différents scrutins régionaux depuis 2002, ils ont dû assister impuissants à l'émergence d'un concurrent sérieux à la gauche de l'échiquier politique. Ce dernier a su tirer profit des votes protestataires d'une partie non négligeable des Allemands de l'Est, des militants de l'aile gauche du SPD, ainsi que du mécontentement croissant des syndicats. Somme toute, le SPD a fait un score plus qu'honorable, compte tenu notamment des sondages qui le voyaient en dessous de la barre psychologique des 30 %, un score largement dû au talent politique de Gerhard Schröder, ainsi qu'à la campagne électorale désastreuse menée par l'équipe d'Angela Merkel.

**... mais pas de  
« gauche plurielle » possible**

Enfin, dernier aspect expliquant la bonne humeur des sociaux-démocrates, la droite est minoritaire au Bundestag, qui a aujourd'hui une majorité de gauche si on additionne le SPD, la *Linkspartei* et les Verts. Certes, ces trois groupes ne formeront pas de coalition, étant donné les différences de programme, la querelle personnelle qui oppose Gerhard Schröder à Oskar Lafontaine, l'énigmatique leader de l'extrême gauche, et, enfin, le malus que représente l'origine du nouveau « parti de gauche », issu du PDS, lui-même issu de l'ancien parti communiste de la RDA, le SED. Par conséquent, le pays n'est pas encore prêt pour être dirigé par une « gauche plurielle ». Toutefois, l'existence même d'une « majorité de gauche » constitue un atout majeur pour Schröder dans le jeu de poker post-électoral qui oppose le SPD et la CDU-CSU depuis le 19 septembre. Bref, les négociations qui se sont engagées entre les deux grands partis de rassemblement voient leurs leaders en position à la fois de force et de faiblesse.

### **L'érosion des partis de rassemblement, un phénomène durable ?**

**Un nouveau  
système multipartite**

Les résultats du 18 septembre ont été une surprise pour tout le monde. Les sondages avaient en effet prédit un score de 41 % environ pour la CDU et de 32 % pour le SPD. C'est le fait de retrouver les deux partis au coude à coude sans qu'aucun des deux ne puisse former une majorité à sa convenance qui

constitue le fait le plus spectaculaire de cette élection. Mais le triomphalisme du SPD n'est guère de mise car en réalité, il s'agit bien pour les deux grands partis de l'un des plus mauvais résultats de leur histoire. Lentement mais sûrement, le paysage politique allemand est passé d'un système tripartite dominé par les deux *Volksparteien* (SPD et CDU-CSU) à un système multipartite qui rendra l'émergence de majorités stables formées par l'un d'eux de plus en plus difficile. Avec un peu plus de 70 % (77 % en 2002 !), les deux partis de rassemblement ont connu le score le plus faible depuis les premières élections législatives en RFA en 1949.

Ce phénomène s'explique par de très nombreux facteurs, liés notamment à l'atomisation de la société allemande, la remise en question des valeurs traditionnelles (notamment familiales), la volatilité croissante des électeurs les plus fidèles (les fameux *Stammwähler*) et la crise que traversent les Églises et les syndicats qui ne servent plus de courroie de transmission aux deux grands partis. Toutefois, il ne s'agit pas d'un tremblement de terre politique, mais d'une évolution parfaitement normale, et qu'on observe dans tous les pays européens. On ne vote plus SPD ou CDU de père en fils. De plus, alors que l'avenir politique de la République est assez incertain, voire à bien des égards instable, la division du pays entre la gauche et la droite reste étonnamment stable. Depuis 1998, le Bundestag allemand a une majorité de gauche d'environ 52 %, une majorité confirmée par les élections du 18 septembre – même si cette tendance ne profite pas à la CDU-CSU, ni au SPD, mais aux trois petits partis.

Reste à savoir pourquoi les sondages ont été si éloignés de cette tendance lourde de la vie politique allemande. D'après les premiers sondages réalisés au lendemain de la dissolution du Bundestag, la CDU-CSU frôlait la majorité absolue. Rejetant à la fois les réformes de la coalition « rouge-verte » et le caractère parfois chaotique et tâtonnant de leur mise en œuvre, une large majorité d'Allemands souhaitait changer de politique et de gouvernement. Dans tous les domaines cruciaux de la vie politique allemande, qu'il s'agisse de la politique économique, de l'emploi, de la politique financière et budgétaire ou de la réforme des régimes sociaux, l'opinion publique estimait que la CDU-CSU pourrait obtenir de meilleurs résultats que la coalition sortante. Mais tout en faisant davantage confiance aux chrétiens-démocrates qu'aux sociaux-démocrates, une écrasante majorité d'Allemands estimait que la CDU-CSU ne serait pas en mesure elle non plus de relever les défis économiques et sociaux du pays. Somme toute, leur confiance à l'égard de la CDU-CSU fut assez limitée.

Sans doute les Allemands se sont-ils souvenus du fait que la période de stagnation avait bien commencé sous le règne de Helmut Kohl, dans les années 1990. À cela s'ajoute le fait qu'une majorité d'entre eux préférerait Gerhard Schröder, qui a pleinement profité du fameux « bonus du chancelier » (*Kanzlerbonus*). Aux yeux des électeurs, Angela Merkel n'avait pas la stature « d'homme d'État », rôle dans lequel excellait à merveille le chancelier sortant. Ajoutons enfin que cette dernière est restée somme toute assez mal connue du grand public et que son parcours atypique l'a desservie. Protestante, d'origine est-allemande, divorcée, puis remariée mais sans enfants, elle a un profil politique diamétralement opposé à celui de la CDU, parti ouest-allemand marqué par le catholicisme, des valeurs familiales traditionnelles et dominé par les hommes.

Elle est certes depuis 2000 le chef incontesté de son parti, mais elle n'y dispose toujours pas de base solide ni de soutien véritable. Cela la fragilise aux yeux de bien des électeurs chrétiens-démocrates, qui ont préféré s'abstenir ou voter FDP. Elle n'a pas su mettre en place le système de réseaux sur lequel s'est appuyé Helmut Kohl durant ses quatre mandats consécutifs. Si Angela Merkel a été réélue triomphalement au poste de chef du groupe parlementaire chrétien-démocrate, au lendemain des élections, c'est qu'aucun de ces rivaux potentiels ne juge le temps assez mûr pour proposer une solution de rechange à la tête

**Mais une répartition des forces qui reste stable**

**Une confiance limitée dans l'Union CDU-CSU**

**Angela Merkel : un profil atypique...**

**... et un faible soutien dans son parti**

de la CDU. Mais surtout, aucun d'entre eux ne se sent suffisamment fort et soutenu pour l'affronter directement. Enfin, les ténors de la CDU préfèrent sans doute qu'Angela Merkel s'use dans les pourparlers avec le SPD, qui promettent d'être longs, voire dans la grande coalition qui s'annonce conflictuelle, tant les programmes électoraux des deux partis diffèrent, qu'il s'agisse par exemple de la politique fiscale, de la réforme des systèmes sociaux ou de la politique de l'emploi.

### Élections législatives allemandes. Quelle coalition pour le nouveau gouvernement ?

Ce tableau vise à donner un aperçu des différences, par thèmes, entre les partis appelés à travailler ensemble au sein du prochain gouvernement. Ici sont analysées les 3 coalitions les plus probables et les principales politiques.

	<b>Coalition « feu tricolore » SPD – FDP – Verts</b>	<b>Coalition « jamaïcaine » Union (CDU-CSU) – FDP – Verts</b>	<b>Grande coalition SPD – CDU-CSU</b>
<b>Caractéristiques</b>	Coalition qui a la préférence du SPD.  Coalition exclue après les élections par le FDP. Chez les Verts, quelques voix s'élèvent cependant en sa faveur.	Coalition qui a la préférence de la CDU.  Conflits sur un certain nombre de thèmes.  Lutte entre fortes personnalités. FDP et Verts se battent en partie pour le même électeur. Verts et CDU-CSU sont relativement proches aux niveaux régional et communal.	Coalition la plus « crédible » car déjà expérimentée au Bundestag entre 1966 et 1969.  Coopération <i>de facto</i> entre le SPD au gouvernement et la CDU dans l'opposition de 2002 à 2005.  4 Länder sont actuellement gouvernés par une grande coalition.
<b>Politique</b>			
<b>Marché du travail</b>	<b>Partis en conflit :</b> FDP vs. SPD/Verts.  <b>Points de discord :</b> Le FDP souhaite rendre la protection contre les licenciements possible après 2 ans d'appartenance à l'entreprise.  Le FDP souhaite affaiblir le rôle des syndicats en réformant le système de la cogestion (objectifs : hausse du temps de travail et baisse des salaires).	<b>Partis en conflit :</b> FDP vs. Verts.  <b>Points de discord :</b> Les Verts refusent les plans du FDP sur la protection contre les licenciements et la co-décision	<b>Partis en conflit :</b> SPD vs. CDU-CSU.  <b>Points de discord :</b> Le SPD rejette les propositions de la CDU-CSU sur l'assouplissement du droit de licenciement et du droit tarifaire, les CDD et la co-décision.  Le SPD veut assouplir la loi <i>Harz IV</i> pour les chômeurs âgés et résidant à l'est de l'Allemagne.
<b>Santé</b>	<b>Partis en conflit :</b> FDP et SPD/Verts souhaitent réformer le système de santé mais pas de la même manière.  <b>Points de discord :</b> SPD et Verts souhaitent l'instauration d'une « assurance citoyenne » pour l'ensemble des salariés. Le FDP veut privatiser le système de santé	<b>Partis en conflit :</b> Verts vs. Union vs. FDP.  <b>Points de discord :</b> Les Verts souhaitent instaurer une « assurance citoyenne ». Le FDP souhaite abolir l'assurance maladie légale. CDU-CSU souhaitent instaurer la prime forfaitaire par tête.	<b>Partis en conflit :</b> SPD vs. CDU-CSU.  <b>Point de discord :</b> La CDU-CSU veut instaurer une prime d'assurance maladie unique, contrairement au SPD qui estime que les cotisations doivent dépendre des revenus.
<b>Fiscalité</b>	<b>Partis en conflit :</b> FDP vs. SPD/Verts.  <b>Refus commun</b> d'une augmentation de la TVA  <b>Points de discord :</b> Le FDP souhaite baisser les impôts et veut prendre congé du système d'imposition linéaire progressif.  Il souhaite abandonner la taxe professionnelle (contrairement à la coalition SPD/Verts).	<b>Pas de point de discord majeur</b> en matière de politique fiscale :  volonté commune de consolidation budgétaire et de réforme du système fiscal.	<b>Partis en conflits :</b> SPD vs. CDU-CSU  <b>Points de discord :</b> La CDU-CSU veut augmenter la TVA.  Le SPD soutient les exonérations fiscales du travail de nuit et durant les jours fériés.  Le SPD veut augmenter le taux d'imposition supérieur (de 42%) à 45%, alors que la CDU-CSU veut l'abaisser à 39%.

<b>Politique étrangère</b>		<b>Partis en conflit :</b> Verts vs. CDU-CSU  <b>Points de discorde :</b> La question turque (adhésion vs. partenariat privilégié). Le poste de ministre des Affaires étrangères : Joschka Fischer (Verts) vs. Wolfgang Gerhardt (FDP).	<b>Partis en conflits :</b> SPD vs. CDU-CSU  <b>Points de discorde :</b> La question turque (adhésion vs. partenariat privilégié). Les relations germano-américaines.
<b>Politique énergétique</b>	<b>Partis en conflit :</b> FDP vs. SPD/Verts.  <b>Points de discorde :</b> Le FDP se dit favorable à l'énergie nucléaire et est donc contre la sortie du nucléaire. Le FDP souhaite réduire les subventions au charbon (SPD souhaite leur maintien).	<b>Partis en conflit :</b> Union/FDP vs. Verts.  <b>Points de discorde :</b> L'Union et le FDP veulent pratiquement revenir sur la sortie du nucléaire, adoptée en 2000 sous la pression des Verts.	<b>Partis en conflits :</b> SPD vs. CDU-CSU.  <b>Points de discorde :</b> Le SPD maintient le programme de sortie du nucléaire alors que la CDU veut prolonger la durée de vie des centrales et réduire les subventions aux énergies alternatives.
<b>Autres domaines d'opposition</b>		Politique familiale. Immigration. Protection des informations.	Education (frais de scolarité à l'université).

Source : Special élections législatives en Allemagne, www.cerfa-ifri.org

## Quel programme pour la grande coalition ?

En matière fiscale, le SPD voulait instaurer un « impôt des riches » qui aurait obligé les personnes disposant des revenus les plus élevés à payer plus d'impôts. Hostile à cette *Reichensteuer*, la CDU souhaitait quant à elle relever la TVA à 18 % afin de baisser en contrepartie les charges sociales de 2 %. Alors que la CDU estimait que le taux d'imposition le plus élevé ne devait pas dépasser 39 %, le SPD souhaitait à l'inverse l'augmenter pour le faire passer de 42 % à 45 %. Enfin, quant aux exonérations fiscales pour le travail de nuit ou les jours fériés, le SPD prônait le maintien du système actuel, tandis que la CDU-CSU, relevant les nombreuses exceptions et contradictions qui existent à ce niveau, voulait abroger ces exonérations que les Allemands considèrent dans leur grande majorité comme un acquis social inaliénable.

Les différences sont également sensibles quant aux réformes futures du marché du travail. Confronté à la surenchère de l'ex-PDS et au mécontentement de nombreux *Ossis*, le SPD préconisait un assouplissement des lois Hartz IV, tandis que la CDU voulait aller plus loin encore en autorisant par exemple des rémunérations « non tarifaires » (c'est-à-dire dérogeant aux normes de branche) dans les entreprises et en assouplissant (voire en abolissant) la protection contre le licenciement dans les PME. En matière de santé enfin, le SPD militait en faveur d'une assurance citoyenne (*Bürgerversicherung*), dont les cotisations devaient dépendre des revenus et qui devaient également inclure les professions libérales et les fonctionnaires, l'objectif étant de mettre un terme aux différences traditionnelles entre les caisses d'assurance maladies obligatoires et privées. Très mollement soutenue par une CSU soucieuse de soigner son profil social, la CDU avait, quant à elle, proposé l'instauration d'une prime d'assurance maladie unique, appelée « *Kopfpauschale* » (voir REA 63/03 et 65/04).

Si on compare les deux programmes, on constate que celui du SPD est nettement plus marqué 'à gauche' et qu'il semble davantage prendre en considération les intérêts des classes moyennes et des couches les plus défavorisées. Les architectes de l'*Agenda 2010* avaient donc renoué avec le thème de la justice sociale. La CDU, de son côté, qui plonge pourtant ses racines politiques dans une tradition centriste et qui avait inventé, jadis, le concept de l'économie sociale du marché, s'était donné un 'look' si résolument néo-libéral qu'il n'y

**Différents sur la politique fiscale...**

**... et les réformes de l'Etat social**

**'Justice sociale' vs. flat tax**

avait plus guère de différences entre le programme économique de la CDU et celui du FDP. Cette orientation a été à la fois confirmée et amplifiée par l'entrée de Paul Kirchhof dans l'équipe d'Angela Merkel. Ancien juge au Tribunal constitutionnel fédéral de Karlsruhe, juriste et professeur des universités, Kirchhof est l'un des plus éminents spécialistes du droit fiscal en Allemagne. Militant en faveur d'un taux d'imposition unique (*flat tax*) de 25 % sur les revenus et d'une abrogation de toutes les exonérations et subventions fiscales existantes, Paul Kirchhof avait montré qu'il considérait le programme fiscal de la CDU comme transitoire et qu'il était prêt à 'révolutionner' le système fiscal allemand en instaurant la fameuse *flat tax* qui n'a cours, de nos jours, que dans quelques pays d'Europe de l'Est en quête d'investissements étrangers directs.

**Paul Kirchhof, un choix stratégique pour la CDU...**

Salué unanimement par toute la presse 'libérale', du moins dans un premier temps, le choix de Paul Kirchhof ne s'explique pas seulement par les qualités indéniables de ce dernier, mais aussi par des considérations inavouées. En le présentant comme le futur ministre des Finances, Angela Merkel a rendu quasi impossible la nomination à ce poste-clef de ses rivaux Edmund Stoiber et Friedrich Merz. Le premier, président de la CSU et ministre-président de la Bavière, aurait pu en effet 'monter' à Berlin pour prendre la tête d'un grand ministère de l'Economie et des Finances et devenir ainsi un chancelier-bis. Le second, qui n'avait jamais pardonné à Angela Merkel de l'avoir privé en 2002 du poste de chef du groupe parlementaire chrétien-démocrate, est considéré par tous comme le meilleur expert des chrétiens-démocrates en matière de politique financière et fiscale. Mais le coup politique d'Angela Merkel a échoué. Attaqué de toutes parts par le SPD et les Verts, le « Professeur » Paul Kirchhof a été perçu dans l'opinion publique allemande comme l'incarnation même de l'injustice sociale et du réformisme à tout va d'une CDU tentée par le thatchérisme.

**... mais trop libéral pour les électeurs**

En fin de compte, c'est la nomination de Kirchhof et la propagation de ses idées (qui ne figurent pas dans le programme de la CDU) qui ont privé les chrétiens-démocrates et les libéraux de la majorité au Bundestag. En effet, à la veille des élections, un tiers des Allemands était encore indécis. C'est leur vote qui a fait pencher la balance en faveur des partis de gauche. Il semblerait qu'une majorité des électeurs indécis, pris de peur devant la perspective d'une politique de réformes 'dures', ait donné sa voix aux partis qui préconisaient ou bien la défense des acquis sociaux ou bien l'adoption de mesures indolores. Comme en 2002, le SPD a donc profité *in extremis* d'un retournement de tendance, qui a privé la CDU-CSU d'une victoire qui lui semblait acquise depuis longtemps.

**Une fragile victoire pour la CDU**

La leçon principale qu'il faut en tirer, c'est que les Allemands ne sont pas prêts à expérimenter les avantages potentiels de la *flat tax*, qu'ils 's'accrochent' aux acquis de l'économie sociale de marché et qu'ils ne soutiennent pas le programme d'Angela Merkel, qui a voulu l'emporter en « *disant la vérité aux Allemands* » et en menant une campagne électorale sobre, mais blême – une campagne sans cœur ni passion, comme l'aurait relevé Edmund Stoiber au lendemain des élections. Plus encore que le maigre score lui-même, c'est l'opposition d'une majorité d'Allemands au programme de la CDU qui rend la 'victoire' de cette dernière si amère, la position d'Angela Merkel si fragile et la mise au point d'un programme commun entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates si difficile.

### Quelle alternative à la grande coalition ?

**Le SPD se pose en garant de l'équilibre social de la politique...**

En l'absence d'une majorité parlementaire claire, il semblait ne pas y avoir d'autre solution que la formation d'une grande coalition. Pourtant, ni la CDU-CSU ni le SPD n'ont été des défenseurs ardents de cette option qui leur demanderait de lourds sacrifices. Tout d'abord, le SPD va ainsi perdre Gerhard Schröder, qui n'occupera pas le poste de vice-chancelier sous l'autorité d'un chef de gouvernement chrétien-démocrate. Or, c'est Schröder qui a permis au

SPD de revenir au pouvoir en 1998, de s'y maintenir en 2002 et de 'limiter les dégâts' en 2005. Gerhard Schröder est de très loin l'homme politique le plus populaire et le plus puissant du SPD, même s'il a cédé la présidence de son parti à Franz Müntefering. Mais surtout, le SPD devra en permanence veiller à garantir l'équilibre social de la politique économique qui sera mise en œuvre par la grande coalition. Il y va de sa survie en tant que *Volkspartei*, car une politique trop libérale lui ferait perdre des électeurs et renforcerait la *Linkspartei* menée par le tandem Gysi/Lafontaine.

Quant à la CDU-CSU, en permanence confrontée à la surenchère sociale du SPD, elle ne pourra pas mettre en œuvre le programme économique et budgétaire qui lui semblait nécessaire pour permettre au pays de renouer avec la croissance. De plus, si elle ne parvient pas à surmonter les nombreux blocages politiques, économiques et institutionnels dont l'Allemagne souffre depuis si longtemps, c'est elle, ainsi que son chancelier, qui vont devoir en assumer la responsabilité. Enfin, voire peut-être surtout, la grande coalition profitera essentiellement aux petits partis de l'opposition et notamment aux partis extrémistes. L'extrême gauche va s'enraciner dans le paysage politique allemand. Si la crise économique perdure, on ne peut pas non plus exclure un renforcement de l'extrême droite. Or, si cette dernière parvenait à surmonter la barre des 5 % lors des prochaines élections législatives, le Bundestag compterait six partis – une constellation qui rendrait définitivement impossible l'émergence d'une majorité parlementaire cohérente.

La formation d'une grande coalition est donc lourde de risques pour les deux partis. D'où leur préférence initiale pour une constellation tripartite. La CDU-CSU avait souhaité former une coalition avec les libéraux du FDP ainsi qu'avec les Verts. Cette coalition « noire, jaune, verte », rapidement qualifiée de « jamais-jaune », aurait eu l'avantage d'arracher le parti écologique de l'étreinte rouge-verte et d'empêcher le SPD de former un jour une coalition de « gauche plurielle ». Mais les responsables des Verts, dont la base sociologique est pourtant assez proche de celle du FDP et de la CDU-CSU, ont jugé cette option prématurée – et surtout contraire aux idéaux économiques et sociaux de leur parti. Même si la jeune garde des Verts et des chrétiens-démocrates n'a jamais caché ses affinités respectives (il s'agit de la fameuse *Pizza-Connection*), les différences restent encore notables entre les deux partis en matière de politique fiscale et de politique sociale. Mais à terme, la « coalition jamais-jaune » peut se révéler une solution possible. D'où le souci du SPD de maintenir des liens étroits avec les Verts, qui constituent pour lui un élément crucial de la « majorité de gauche » née le 18 septembre.

Le SPD, quant à lui, avait favorisé au soir de l'élection la formation d'une coalition « feu tricolore » avec le FDP et les Verts, une option qui lui aurait surtout permis de garder la chancellerie et de casser l'alliance « bourgeoise » entre les chrétiens-démocrates et les libéraux. Mais le FDP n'est plus celui qui a gouverné avec le SPD du temps de Willy Brandt et de Helmut Schmidt. À cette époque, le FDP avait accordé la priorité à la défense des droits « civiques ». Aujourd'hui, il représente avant tout les intérêts des milieux les plus favorisés, les mêmes milieux que ceux que le SPD voulait taxer avec un « impôt pour les riches ». Forts de leur résultat électoral (qu'ils doivent en grande partie à des électeurs chrétiens-démocrates qui n'ont pas voté pour Angela Merkel), les libéraux se sont catégoriquement prononcés contre toute alliance avec le SPD, au point de refuser la moindre discussion avec ses représentants.

Le FDP aurait en effet perdu toute sa crédibilité s'il avait rompu avec la CDU-CSU pour former une coalition avec le SPD. Rappelons que le parti libéral a souffert pendant des années d'une image de « traître » après avoir quitté la coalition sociale-libérale en 1982 au profit du parti de Helmut Kohl. Enfin, dernier élément et non des moindres, les relations sont très tendues entre le FDP et les Verts, l'un étant un parti libéral de droite, l'autre un parti libertaire de gauche :

... réduisant la marge de la CDU-CSU sur les réformes économiques

Une coalition « jamais-jaune » n'est pas à exclure à terme

Une coalition « feu tricolore » se heurte au refus du FDP

FDP : parti libéral 'de droite',  
Verts : parti libertaire 'de gauche'



**Le SPD en position de dicter  
le choix du chancelier**

deux formations qui puisent leur électorat dans les milieux académiques et urbains allemands.

Les options « feu tricolore » et « coalition jamaïcaine » ont donc fait long feu. L'échec de ces alternatives tripartites signifie pour la CDU-CSU qu'elle a plus que jamais besoin du SPD pour accéder au pouvoir. Paradoxalement, c'est le parti vainqueur qui dépend du parti vaincu pour former un gouvernement. Le SPD sera donc en mesure de dicter ses conditions aux chrétiens-démocrates, y compris en ce qui concerne la nomination du futur chancelier – même si ce dernier sera très vraisemblablement membre de la CDU-CSU. De plus, le SPD dispose d'une option de sortie, puisqu'il peut à tout moment quitter la grande coalition et former un gouvernement avec les Verts et la *Linkspartei* – au prix, il est vrai, d'une révision radicale de son programme économique. C'est l'existence de cette option, fût-elle hypothétique, qui explique la position de force des responsables sociaux-démocrates ; elle aurait de surcroît l'avantage de gommer la division anachronique entre Allemands de l'ouest et de l'est.

**MAIS DANS L'IMMEDIAT**, l'option d'une « gauche plurielle » n'est pas à l'ordre du jour – à la différence de la grande coalition. Si cette dernière comporte de nombreux inconvénients, elle présente aussi des atouts et ne rendra pas l'Allemagne 'ingouvernable'. D'abord, elle existe à l'échelle de certains Länder. Le Brandebourg, le Land de Brême, la Saxe et le Schleswig-Holstein sont gouvernés par des grandes coalitions. Il y a aussi un précédent historique : la grande coalition de 1966-1969, dont le bilan est jugé positif aujourd'hui. Enfin, elle mettra un terme à l'opposition entre les deux chambres, le Bundestag et le Bundesrat. Or, ce dernier point est d'une importance cruciale pour l'Allemagne. S'il ne faut certes pas s'attendre à des réformes miraculeuses au plan économique ou fiscal, la grande coalition pourrait en effet dans les mois à venir résoudre les problèmes liés au fédéralisme et aux nombreux blocages inhérents à ce dernier. Enfin, peut-être la CDU-CSU et le SPD tireront-ils les leçons de leur érosion dans l'électorat et de l'absence de majorité stable au Bundestag en adoptant le scrutin majoritaire. Si elle permet d'avancer sur ces deux plans, la grande coalition aura finalement rendu un très grand service à l'Allemagne.

(Manuscrit clos le 3 octobre 2005)

**Indications bibliographiques :**

- NEU V., *Analyse der Bundestagswahl vom 18. September 2005*, Konrad Adenauer Stiftung, www.kas.de, Berlin, septembre 2005
- DE GALEMBERT C., « La fonction politique des institutions religieuses en question », et LEROUX G., « Syndicats et patronat », in DEMESMAY C. ET STARK H. (dir.), *Qui dirige l'Allemagne ?* Presses universitaires du Septentrion, Lille, 2005.